Mandat du

Comité sur l'intelligence artificielle (CAI)

Établi par le Comité des Ministres en vertu de l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe et conformément à la [Résolution CM/Res\(2021\)3](#) concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.

Catégorie : Comité *ad hoc*Durée : 1^{er} janvier 2024 - 31 décembre 2025

Programme : Veiller à la sûreté, la sécurité et l'intégrité de la société et des personnes

Sous-programme : Défis numériques : Intelligence artificielle - Cybercriminalité - Protection des données

Missions principales

Sous l'autorité du Comité des Ministres, le CAI est chargé :

- i. de tenir dûment compte de la Déclaration de Reykjavik¹ dans la conduite de ses activités et de présenter des propositions en vue de sa mise en œuvre, le cas échéant ;
- ii. de tenir compte des principales constatations et défis pertinents exposés dans le rapport 2023 de la Secrétaire Générale sur la situation de la démocratie, des droits humains et de l'État de droit, intitulé « Invitation pour un nouvel engagement en faveur des valeurs et des normes du Conseil de l'Europe » ;
- iii. d'établir un processus de négociation internationale et de mener les travaux pour finaliser un cadre juridique adéquat sur le développement, la conception, utilisation et la mise hors service de l'intelligence artificielle, qui se fonde sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit, et d'autres normes internationales pertinentes et est propice à l'innovation, qui peut être composé d'un instrument juridique contraignant à caractère transversal qui inclut notamment des principes généraux communs, ainsi que d'instruments additionnels contraignants ou non contraignants afin de relever les défis liés à l'application de l'intelligence artificielle dans des secteurs spécifiques, conformément aux décisions pertinentes du Comité des Ministres ;
- iv. de maintenir une approche transversale, en coordonnant aussi son travail avec les autres comités intergouvernementaux et entités du Conseil de l'Europe qui traitent également des implications de l'intelligence artificielle dans leurs domaines d'activité respectifs, en fournissant à ces comités et entités des orientations conformes au cadre juridique en cours d'élaboration et en les assistant dans la résolution des problèmes ;
- v. de baser les travaux sur des preuves solides et un processus de consultation inclusif, y compris avec les partenaires internationaux et supranationaux pour s'assurer d'une vision globale du sujet ;
- vi. de sensibiliser aux normes et outils du Conseil de l'Europe dans son domaine de compétence dans les États membres et au-delà, par le biais de la politique de voisinage et dans d'autres enceintes internationales et mondiales, le cas échéant ;
- vii. de procéder à un échange de vues annuel afin d'évaluer ses activités et de conseiller le Comité des Ministres et la Secrétaire Générale sur les priorités futures dans son secteur, y compris les nouvelles activités éventuelles et celles auxquelles il pourrait être mis fin ;
- viii. de veiller à une approche intégrée des perspectives suivantes dans l'exécution de ses tâches : le genre, la jeunesse, les droits de l'enfant, les droits des personnes handicapées et les questions relatives aux Roms et Gens du voyage²;
- ix. le cas échéant, de contribuer à renforcer l'engagement significatif des organisations de la société civile et des institutions nationales des droits humains dans ses travaux ;
- x. de contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et d'examiner les progrès réalisés à cet égard, en particulier pour ce qui concerne l'objectif 5 : Égalité entre les sexes, l'objectif 16 : Paix, justice et institutions efficaces.

Principaux livrables

Sous l'autorité du Comité des Ministres, le CAI est chargé de produire les livrables suivants dans les délais indiqués :

	Catégorie ▼	Priorité ▼	Délai ▼
1. Projet de Convention-cadre sur la conception, le développement, l'utilisation et la mise hors service des systèmes d'intelligence artificielle, fondée sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits humains, de démocratie et d'État de droit, ainsi que sur d'autres normes juridiques internationales pertinentes, et propice à l'innovation, conformément aux décisions pertinentes du Comité des Ministres	A	1	30/04/2024
2. Méthodologie juridiquement non contraignante pour l'évaluation des risques et de l'impact des systèmes d'intelligence artificielle du point de vue des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit (HUDERIA) pour soutenir la mise en œuvre du livrable 1	C	1	31/12/2024
3. Événement promotionnel sur la convention-cadre	C	2	31/12/2025
Légende A : livrables en cours de préparation (mandat 2022-2023 ou décision du Comité des Ministres) / livrable prévu dans le mandat provisoirement approuvé pour 2024-2025 et revu le cas échéant dans le cadre de la préparation du projet de Programme et Budget 2024-2027 B : examen de la mise en œuvre/ réexamen prévu par la recommandation/ le protocole/ la convention C : nouveau livrable			

¹ [Déclaration de Reykjavik - Unis autour de nos valeurs.](#)

² Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. Ceci est une note de bas de page explicative et non une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

Composition

• Membres

Les gouvernements des États membres sont invités à désigner un-e ou plusieurs représentant-es du rang le plus élevé possible et spécialisés dans la gouvernance numérique et les implications juridiques de la conception, du développement et de l'application des systèmes d'intelligence artificielle.

Le Conseil de l'Europe prendra en charge les frais de voyage et de séjour d'un-e représentant-e par État membre (deux pour l'État dont le ou la représentant-e a été élu-e à la présidence). Les États membres peuvent envoyer d'autres représentant-es sans défraiement.

Chaque membre du Comité dispose d'une voix. Si un gouvernement désigne plusieurs membres, un-e seul-e d'entre eux peut participer au vote.

• Participants

Peuvent envoyer des représentant-es sans droit de vote et à la charge de leurs budgets administratifs respectifs :

- l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ;
- le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe ;
- la Cour européenne des droits de l'homme ;
- la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe ;
- la Conférence des OING du Conseil de l'Europe ;
- Eurimages ;
- l'Observatoire européen de l'audiovisuel ;
- des comités ou d'autres organes du Conseil de l'Europe participant à des travaux similaires, le cas échéant.

Peuvent envoyer des représentant-es sans droit de vote ni défraiement :

- l'Union européenne (un-e ou plusieurs représentant-es, y compris, le cas échéant, de l'Agence des droits fondamentaux (FRA)) ;
- les États observateurs auprès du Conseil de l'Europe : Canada, Saint-Siège, Japon, Mexique, États-Unis d'Amérique ;
- d'autres organisations internationales, notamment : l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), d'autres agences des Nations Unies et organisations internationales.

• Observateurs

Peuvent envoyer des représentant-es sans droit de vote ni défraiement :

- Argentine, Costa Rica, Israël, Pérou et Uruguay ;
- le Réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme (REINDH) ;
- le Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA-GPAI) ;
- les sociétés internet partenaires du Conseil de l'Europe, dont la liste mise à jour est disponible à l'adresse suivante : <https://www.coe.int/fr/web/freedom-expression/exchange-of-letters> ;
- des organisations de la société civile, d'autres acteurs du secteur privé et du milieu universitaire déjà observateurs auprès du Comité au cours de la période 2020-2023 (5Rights Foundation, Access Now, AI Transparency Institute, Algorithmwatch Platform, ALLAI, Centre pour la politique en matière d'IA et de numérique (CAIDP) de l'Institut Michael Dukakis, Centre pour la Démocratie et l'État de droit (CEDEM), Conseil des barreaux européens (CCBE), Digitale Gesellschaft Switzerland, Equinet, Association européenne des professionnels de la protection des données (EADPP), Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC), Institut européen de l'expertise et des experts (EEEI), Confédération européenne des syndicats (CES), Fair Trials, Homo Digitalis, Human Rights Watch, Association internationale du Barreau (IBA), Chambre de commerce internationale (ICC), Commission Internationale de Juristes (CIJ), Centre international de recherche sur l'intelligence artificielle (IRCAI), MediaLaws, Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA), Pour Demain, The Future Society, Association du barreau d'Istanbul, Commission de l'information et de la technologie et Groupe de travail sur l'IA, Global Partners Digital (GPD), Law Society of Ireland (Law Society), VDE Association for Electrical, Electronic & Information Technologies and Partnership on AI (PAI)).

Le statut d'observateur peut être demandé conformément à l'article 8 de la [Résolution CM/Res\(2021\)3](#) concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.

Méthodes de travail

Le règlement intérieur du Comité est régi par la [Résolution CM/Res\(2021\)3](#) concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.

	Réunions plénières ▼			Réunions du Bureau ▼		
	Membres dont la présidence	Réunions par an	Jours par réunion	Membres	Réunions par an	Jours par réunion
2024	47	4	3	9	4	1
2025	47	2	2	9	2	1

Le CAI désignera en son sein jusqu'à 5 Rapporteur-es sur les perspectives intégrées, dont un-e Rapporteur-e sur l'égalité de genre.

Informations budgétaires *

	Réunions par an	Jours par réunion	Membres remboursés	Plénière en K €	Bureau en K €	Groupes de travail en K €	Secrétariat (A, B)
2024	4	3	47	180,5	21,5	20,0	1 A ; 0,5 B
2025	2	2	47	95,5	13,2	-	1 A ; 0,5 B

* Les coûts incluent les indemnités journalières de subsistance, les frais de voyage, l'interprétation, la traduction et l'impression des documents. Ils sont calculés sur la base des coûts standards.